

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N° 825 – 19 Février 2005

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

CES LYCEENS QUI FONT TOMBER LES MINISTRES

En mai 1968 ils étaient avec leurs aînés sur les barricades du Quartier Latin, en décembre 1986 ils manifestaient contre la loi Devaquet sur les universités, cette semaine ils ont à nouveau défilé dans les rues. Les gouvernants sont tétanisés par ces lycéens, fers de lance de la contestation politique, plus puissants que tous les syndicalistes réunis, parce que leur jeune âge leur vaut la sympathie du grand public et la couverture des médias.

Je ne suis sans doute pas assez vieux pour céder à la tentation du jeunisme, d'ailleurs ma profession ne m'y a pas préparé, et je n'ai donc aucune raison de m'incliner devant la passion, la spontanéité et l'intelligence des lycéens et étudiants.

La passion n'est pas une excuse au dévoiement de la démocratie. Dans une nation civilisée, ce n'est pas la rue qui fait la loi, mais les représentants du peuple, et le pouvoir exécutif a le devoir de faire respecter la loi. Il est vrai que les lycéens sont incités à battre le pavé : il semblerait depuis plusieurs années qu'il suffit de descendre dans la rue pour influencer parlementaires et gouvernements. « L'écoute de la rue » devient une source de droit plus importante que le suffrage universel.

La spontanéité ne me semble pas tout à fait convaincante. Manipulant les lycéens, il y a leurs professeurs, dûment syndiqués, et il y a même les leaders politiques. François Hollande, il est vrai, a des allures d'étudiant et peut donc revendiquer sa place en tête des cortèges. Il suffit d'écouter les « lycéens » interviewés, représentants des syndicats comme le SNL, pour comprendre que leur spontanéité est fortement encadrée par une bonne formation à la prise de parole et par un conditionnement idéologique bien au point. Nous avons donc affaire à des professionnels de la manifestation, les autres les suivent par solidarité, grégarisme ou simplement par jeu : les monômes attirent les jeunes.

Enfin, quid de l'intelligence de ces manifestants, hormis leurs meneurs ? Pour prendre l'exemple du projet de loi Fillon, il ne contient aucune réforme digne de ce nom. L'introduction du contrôle continu dans les modalités du bac était-elle une grande innovation ? Je rappelle qu'en 1968 elle était une des exigences de la gauche révolutionnaire. Et, de fait, on n'a pas trouvé de meilleur moyen pour instaurer le chaos dans les universités, et pour dégrader chaque année la valeur des diplômes universitaires français. En 1968, les épreuves écrites et orales étaient accusées de soumettre les étudiants à l'arbitraire des mandarins, en 2005 c'est le contrôle continu qui est dénoncé pour son arbitraire. De toutes façons, arbitraire ou pas, la « grande » réforme a été immédiatement abandonnée par François FILLON, avec l'accord de l'Elysée et Matignon. Le reste des dispositions du projet n'est que brouille, comme l'indique l'analyse proposée dans le corps de cette Lettre. J'en viens donc à la conclusion que les lycéens ont été mobilisés pour rien, si ce n'est pour descendre dans la rue, ce qui est un but en soi.

Il ne manque pourtant pas de bonnes réformes à instaurer dans le domaine de notre enseignement secondaire et supérieur (sans parler du primaire). La première est de mettre fin au mythe des diplômes nationaux. Un baccalauréat, des licences, maîtrises et doctorats ayant une même valeur quels que soient le lieu et le temps, et sans aucune sélection ni à l'entrée ni à la sortie, cela n'a réellement aucun sens. C'est une pseudo-égalité qui tire la valeur des diplômes vers le bas. Les premiers à en pâtir sont les jeunes de condition modeste, car les autres auront toujours les parents et

les relations pour se débrouiller dans la vie. Dans le temps le diplôme était la revanche du travail et du mérite personnels sur l'inégalité de départ, et il était une façon d'entamer une promotion sociale. Aujourd'hui la voie du diplôme est fermée. Seuls peuvent avoir une signification pour une carrière et une vie réussie des diplômes délivrés par des établissements ou des universités en concurrence, sélectionnant les jeunes sur des critères objectifs. Le diplôme doit être un prix d'excellence.

Dans la foulée, la deuxième réforme à introduire est celle de la liberté pédagogique et scientifique : que les enseignants soient librement choisis et rémunérés par ceux qui les emploient. Le statut de la fonction publique doit être éliminé, ici comme ailleurs, et des contrats de droit privé doivent lui être substitués. La concurrence entre établissements doit se prolonger par la concurrence entre enseignants : eux aussi doivent être excellents !

La troisième réforme rend les deux précédentes réalistes et justes : elle est d'ordre financier. Les études doivent être payées par les familles, ce qui les rendrait sans doute plus responsables du sort et de la tenue de leurs enfants. Mais les familles qui ne peuvent supporter les frais des études doivent recevoir de la part de l'Etat (ou des établissements, ou de fondations) des bourses ou des chèques-éducation lorsque leurs enfants ont été sélectionnés. Il est également possible de recourir au crédit-éducation, notamment pour des jeunes qui investissent pour leur avenir en prolongeant leurs études.

Concurrence, responsabilité, solidarité : une fois ces grands principes respectés, le reste est aménagement concret, pour les rattrapages, pour les enfants souffrant d'un handicap, pour les villes et régions sous-équipées. Personne ne doit être laissé sur le bord du chemin, c'est évident.

Voilà ce que des lycéens soucieux de leur avenir devraient exiger du gouvernement. Ils devraient commencer à se renseigner, et avoir la curiosité de voir comment les autres jeunes européens, ou Coréens, ou Japonais, investissent pour leur futur. Ce serait plus instructif que de se mobiliser pour faire tomber le ministre, qui de toutes façons ne peut rien pour eux.

Jacques Garello.

Conjoncture

LA GOUVERNANCE A L'OEUVRE

Carly FIORINA, PDG de Hewlett Packard, la femme la plus puissante du business américain, vient d'être renvoyée. Victime de la gouvernance. La gouvernance est un mot à la mode pour désigner une réalité économique toute simple : quand des propriétaires confient leur bien ou leur entreprise à des gestionnaires, ils entendent que ceux-ci valorisent leur capital et soient tenus pour responsables des résultats obtenus. Les dirigeants de sociétés, par exemple, sont soumis au contrôle et au pouvoir des actionnaires, qui peuvent leur tenir compte de leur succès par de hauts niveaux de rémunération ou leur tenir rigueur de leur échec en les renvoyant. Aujourd'hui, pour diverses raisons, c'est le retour des actionnaires.

Que s'est-il passé chez HEWLETT-PACKARD ?

Carly FIORINA était donc PDG du numéro deux mondial de la micro-informatique, Hewlett-Packard (HP), cotée dans le fameux Dow Jones. On la croyait solidement accrochée aux commandes de l'entreprise. Elle a paru surprise par sa mésaventure, indiquant « regretter ses divergences avec le conseil d'administration sur la manière d'exécuter la stratégie d'HP ». Mais ce sont les actionnaires qui ont eu le dernier mot.

Elle avait déjà heurté certains actionnaires par sa stratégie et, en particulier, par le rachat il y a quelques années du constructeur informatique Compaq, car ces actionnaires voulaient au contraire se dégager du créneau difficile des ordinateurs personnels. Cette acquisition n'a pas eu

le succès escompté et la société n'a pas retrouvé son rang de numéro un mondial dans les PC. Et, même dans les serveurs, ses ventes progressent moins vite que celles de ses concurrents. Certains actionnaires n'avaient pas apprécié non plus de la voir traiter Walter HEWLETT, fils du cofondateur, de « joueur de violoncelle dilettante ». Mais surtout les actionnaires n'ont pas apprécié l'échec de sa politique qui a conduit, depuis son arrivée à la tête du groupe, à une chute de la valeur du titre en bourse de 63%. A peine avait-elle été démise de ses fonctions qu'avant même de connaître le nom de son successeur, le cours repartait à la hausse.

Vivendi, PPR et CARREFOUR

On se souvient des mésaventures de Jean-Marie MESSIER, dont les décisions ont fini par ne pas plaire aux actionnaires de Vivendi, qui ont préféré mettre fin à sa politique et le remplacer à la tête de l'entreprise. Mais ce n'est évidemment pas le seul à qui pareille aventure était arrivée. Il y a quinze jours, deux grandes entreprises du CAC 40, donc parmi les plus importantes, changeaient brutalement de dirigeant. Le Monde titrait à cette occasion sur six colonnes « Chez PPR et Carrefour, les actionnaires prennent le pouvoir ». Les deux cas ne sont pourtant pas strictement identiques. Chez Pinault-Printemps-Redoute, le PDG sortant, Serge WEINBERG, ne semble pas avoir mené une politique déplaisant aux actionnaires. Il a su assurer la mutation du groupe dans la distribution grand public et dans le luxe. Et il estimait avoir terminé ce travail de mutation.

Mais il reste que la famille PINAULT, qui détient via la holding Artémis, un peu plus de 42% de PPR, a souhaité reprendre directement la main et exercer la direction de l'entreprise, par l'intermédiaire de François-Henri PINAULT, le fils de François PINAULT. Il rappelle qu'il « n'y a aucun désaccord stratégique, il n'y en a jamais eu ». Mais il précise aussi « les responsabilités ne se partagent pas. Mon père ne m'a pas donné la moitié ou le tiers de son pouvoir. (...) Les décisions m'incombent totalement ». Il était donc naturel qu'il prenne la direction de l'entreprise.

La situation est différente concernant Carrefour. La famille HALLEY, propriétaire de 13% du capital et, à ce titre, principal actionnaire, n'était plus d'accord avec la politique du PDG Daniel BERNARD. Et les autres actionnaires non plus, puisque le titre a progressé à l'annonce de son départ. Ce n'est pas à nous de trancher sur la politique suivie ; mais constatons que la famille HALLEY acceptait mal la communication de Carrefour alternant bonnes et mauvaises nouvelles et le recul des hypermarchés : ici aussi, ce sont les actionnaires qui ont eu le dernier mot.

Les actionnaires agissent pour le bien de tous

Tout cela est-il scandaleux ? Bien entendu, non. Il n'y a rien ici que de très normal. Dans une économie décentralisée, de responsabilité, ce sont les propriétaires qui prennent les décisions et assument les risques. Il est donc tout naturel qu'il en soit de même des actionnaires, qui sont les propriétaires de l'entreprise, on l'oublie un peu trop vite. Sans doute faut-il distinguer les formes du contrôle des actionnaires. Les actionnaires minoritaires, et notamment ceux qui n'ont que quelques actions, marquent leur désaccord en votant avec leurs pieds, c'est-à-dire en vendant leurs actions. Cette vente amène la chute des actions, désormais les dirigeants sont sur un siège éjectable. Les actionnaires majoritaires, qui ont de fait le pouvoir principal de décision dans les Assemblées générales, peuvent pour leur part marquer leur désaccord en changeant de PDG et en proposant de changer de politique.

Aussi tous les dirigeants sont-ils soumis à la « loi du profit » tant décriée. Ce qui signifie qu'une entreprise doit réaliser des profits pour survivre, car seuls les profits permettent d'investir et de créer des emplois. Or les profits n'existent que si l'activité de l'entreprise rencontre les besoins des clients. Aussi, en fin de compte la gouvernance, système de gestion responsable, est-elle dans l'intérêt commun des propriétaires, des salariés et des consommateurs. En exerçant leur pouvoir, les actionnaires agissent pour le bien de tous. Dans le couples actionnaires/dirigeants, contrairement à ce que prétendait GALBRAITH, ce sont les actionnaires qui ont le dernier mot.

Cette évidence apparaîtra d'autant plus clairement que les actionnaires seront désormais mieux informés et plus exigeants et que la chasse aux fausses informations se fera à l'avenir de plus en plus sévère.

Dans un système de libre-entreprise et de marchés ouverts, le droit de propriété s'articule avec le droit de bonne gestion.

DANEMARK : LA GAUCHE A NOUVEAU BATTUE, POURQUOI ?

La gauche continue à être minoritaire dans l'Union européenne. Les électeurs danois viennent de reconduire la coalition libérale-conservatrice du premier ministre sortant Anders Fogh RASMUSSEN. La majorité au pouvoir a recueilli 52,6% des voix et obtenu 95 sièges (au lieu de 94), sur un total de 179, soit plus que la majorité absolue. Dans l'opposition, qui a obtenu 44,5% des voix, le parti social-démocrate a perdu 4 sièges et est tombé à 25,9% des voix, plus mauvais score depuis 1973. La coalition pourra être reconduite, avec le soutien de l'extrême droite, qui a progressé mais ne participe pas au gouvernement.

Cette victoire de la droite est importante pour les équilibres de l'Union européenne, dont la majorité, que ce soit au Parlement ou au sein du collège des commissaires est plus libérale que socio-démocrate. Mais elle est évidemment essentielle pour le Danemark et les pays du Nord, confirmant le recul de la social-démocratie. Dans le cas précis du Danemark, la politique restrictive en matière d'immigration, menée par le gouvernement, a sans doute joué un rôle.

La bonne situation économique qui a dû être l'élément décisif. En particulier, fait remarquable en Europe, le pays dégage un excédent budgétaire. Mais c'est surtout le chômage qui mérite attention. Celui-ci, qui avait atteint 12% au début des années 90, est tombé en 2002 à 5% de la population active, avant de remonter un peu l'année dernière à 6,2%, en raison de la tendance à la récession dans l'Union européenne. Le taux de chômage des jeunes est moitié plus faible qu'en France. Or la politique dans le domaine de l'emploi est très particulière.

Il s'agit de la fameuse flex-sécurité, mélange de flexibilité de l'emploi et de protection sociale. Nous ne partageons pas l'enthousiasme général pour cette politique, car si elle est très libérale en ce qui concerne le marché du travail, elle reste très marquée par l'Etat-Providence en ce qui concerne la protection sociale, et un peu de libéralisme dans ce domaine aussi ne ferait pas de mal au Danemark. Mais cette politique est indiscutablement très supérieure à celle menée par la France, qui est étatiste sur tous les fronts. Les Danois sont à moitié libéraux. C'est moins bien que totalement libéraux, mais c'est mieux que totalement étatistes...

D'abord le pays a écarté, contrairement à la France, toute politique malthusienne. C'est le pays qui a le plus fort taux d'activité de la population active, ce qui prouve que ce n'est pas en se partageant le travail ou par des mesures concernant la durée du travail ou l'âge de la retraite que l'on réglera ce problème, mais par une politique résolument tournée vers le dynamisme économique et la libéralisation de l'offre de travail.

Mais c'est surtout la souplesse du marché du travail qui a joué un rôle positif. Il n'y a aucune loi pour régir le salaire minimum, ni le temps de travail, ni même le droit de grève. Il n'y a pas véritablement de droit du travail, tout au plus des conventions collectives. Des responsables syndicaux, interrogés par Le Figaro, soulignent : « si l'Etat intervenait, on perdrait cette flexibilité. Et les employés n'auraient plus d'intérêt à être membres d'un syndicat » (80% de taux de syndicalisation, mais avec des chefs syndicaux soucieux des intérêts à long terme de leurs adhérents et négociant les conventions de façon responsable).

Et encore : « Avec la mondialisation, nous devons augmenter notre productivité. Notre sécurité viendra de notre remise en question permanente ». « Notre priorité, c'est que nos adhérents aient un emploi. Si nous augmentons nos exigences de façon inconsidérée, les entreprises ne pourront faire face à la concurrence mondiale, et le Danemark perdra des emplois ». Le jour où M. THIBAUT de la CGT parlera ainsi, nous aurons fait un pas dans la bonne direction.

La liberté de licenciement est quasi-totale, ce qui encourage les entreprises à embaucher, d'autant plus que, dans la plupart des cas, aucune indemnité de licenciement n'est due. Pour les emplois peu qualifiés, le préavis peut être de quelques jours seulement. L'ajustement de l'offre à la demande est un processus continu et il n'est pas rare que dans un même mois une même entreprise d'un côté licencie et de l'autre embauche dans d'autres spécialités dont elle a besoin. Résultat : chaque année, un tiers de la population salariée du pays change d'emploi.

Certes, en contrepartie, les chômeurs sont très encadrés dans leurs recherches et fortement indemnisés, pour une durée maximale de quatre ans. Résultat : l'Etat-Providence coûte cher. Mais il y a une obligation de recherche active d'emploi pour ne pas perdre les allocations. La grande majorité des chômeurs trouve rapidement un emploi. Et l'éducation et la formation jouent un rôle central.

Il faudra bien un jour poser le problème du coût de l'Etat-Providence et du poids des prélèvements obligatoires. Or la droite est encore frileuse sur ce point. Mais une nouvelle fois la preuve est faite. Lorsqu'on n'hésite pas à entreprendre certaines réformes, non seulement l'économie s'en porte mieux, mais encore on remporte les élections. La classe politique française ferait bien de méditer ce point, si possible avant 2007. Pour l'instant, les ministres et parlementaires envoyés en mission au Danemark ont été impressionnés, mais ont conclu que... le modèle danois ne pourrait nous convenir.

BUSH S'ATTAQUE AU DEFICIT BUDGETAIRE

Si la lettre de cadrage du budget français pour 2006 ne s'attaque pas aux vrais problèmes (le niveau des dépenses et en particulier le nombre de fonctionnaires), il semble que le projet de budget pour 2006 présenté par G.W.BUSH marque une volonté plus réformatrice.

Rappelons tout d'abord que le fameux déficit du budget fédéral américain représente en 2005 3,5% du produit intérieur brut (427 milliards de dollars) (contre 3,6% en France et 3,9% en Allemagne). Ce déficit tomberait à 3% dans le budget 2006, (soit 390 milliards de dollars), (soit un déficit égal à 15% des dépenses, contre 20% en France), puis à 2,3% en 2007. D'ici cinq ans, le déficit devrait être divisé par deux, en pourcentage du PIB. Il n'en fallait pas plus pour que le dollar poursuive sa remontée sur les marchés des changes. C'est le budget le plus rigoureux depuis l'arrivée au pouvoir de G.W.BUSH. Certes, la situation internationale et, en particulier en Irak, justifie une progression des dépenses militaires de 4,8% (contre 7% en 2005). Le Pentagone a bénéficié d'une hausse de 41% de son budget depuis 2001 (Il en avait été de même sous la présidence REAGAN, ce qui avait permis de mettre à genoux l'URSS). Comme le souligne Les Echos, « G.W.BUSH affiche sa rigueur, mais préserve la défense ».

Mais pour le reste, neuf des quinze ministères fédéraux vont subir des réductions de crédit, en particulier dans le logement, l'éducation, l'environnement. BUSH demande des réductions de crédits, voire l'élimination de 150 programmes fédéraux, soit 20 milliards de dollars de dépenses en moins. Même les agriculteurs, cible politique sensible, auront une baisse de leurs aides de 2,9% (587 millions de dollars de dépenses de subventions en moins par an). Il est question également de supprimer les subventions à la compagnie nationale des chemins de fer (soit 1,2 milliards). C'est la première fois depuis REAGAN que les dépenses discrétionnaires (donc non automatiques), hors défense, diminueront (de 0,7%).

Mais la résistance du Congrès risque d'être grande, en dépit de la majorité républicaine : il est peu probable qu'il accepte la mise en faillite d'Amtrak, la compagnie nationale des chemins de fer. Or le budget va dépendre largement de l'acceptation par le Congrès des coupes budgétaires proposées par le Président. Le pari de BUSH, c'est que sa réélection, et le fait qu'il n'ait plus à redouter d'échéance électorale, lui donne un poids nouveau par rapport au Congrès.

Autre pari : la croissance devrait se maintenir à un niveau assez haut : 3,5% en 2006, 3,3% ensuite. Sur ce point, compte tenu des derniers résultats, et de la politique de baisse des taux d'imposition, le pari devrait être tenu. En revanche, le projet n'intègre pas la réforme envisagée de financement du système de retraite, qui devrait être assez coûteuse, et qui n'a pas encore été soumise au Congrès.

Au total, voilà un budget que l'on aurait pu souhaiter encore plus rigoureux, mais qui, compte tenu notamment de la situation internationale, est bien un budget de rigueur pour l'Etat. Espérons pour l'économie américaine, dont le monde entier est tributaire, que le Congrès ne freinera pas cette volonté réformatrice.

FONCTIONNAIRES : 60 000 RECRUTEMENTS EN 2006

C'est l'éternel problème du verre à moitié vide ou à moitié plein. Sauf qu'ici les moitiés ne sont pas égales. Le premier ministre, Jean-Pierre RAFFARIN, vient de signer la lettre de cadrage, envoyée aux ministres, pour le budget 2006. On y trouve un peu de tout et en particulier une grande autosatisfaction pour les réformes accomplies : « Beaucoup a été fait depuis le début de la législature ». Il faut maintenant passer à la vitesse supérieure. « Notre ambition pour 2006 doit être de franchir une nouvelle étape dans l'action réformatrice conduite par le gouvernement depuis deux ans et demi », en levant « les obstacles structurels » et en conduisant « les réformes nécessaires ».

Notons toutefois que la réforme ne saurait être très spectaculaire, puisqu'il n'est pas question de baisser les dépenses de l'Etat en volume. Elles « continueront à progresser au rythme des prix estimés à 1,5% ». Mais un autre critère peut permettre d'apprécier cette volonté réformatrice du gouvernement. C'est le recrutement de fonctionnaires prévu dans le budget 2006.

Au total, le nombre de départs en retraite est estimé à 64 700 pour les personnels civils et 12 000 pour les militaires, soit 76 700 en tout. Une vraie rupture aurait consisté à ne pas compenser du tout ces départs en retraite, et donc à diminuer de 76 700 le nombre de fonctionnaires. C'est ce qui se passe dans de nombreux pays étrangers, comme nous l'avons montré la semaine dernière dans un article sur les dépenses publiques. Une solution de compromis discutable, mais acceptable, aurait consisté, comme le gouvernement l'avait annoncé en début de législature, à ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Cela aurait signifié environ 38 000 recrutements et 38 000 non remplacements.

Ce n'est pas ce qu'annonce la lettre de cadrage. M. RAFFARIN annonce que le budget 2006 prévoira le recrutement de 55 000 à 60 000 agents. Cela signifie que le nombre de fonctionnaires diminuera entre 16 000 et 21 000 l'an prochain. Un cheval, une alouette. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on est loin des 50% annoncés (ne remplacer qu'un départ en retraite sur deux).

Evidemment, on peut observer que cela représente un progrès par rapport aux budgets précédents : en 2005, ce sera 7 200 postes qui seront supprimés ; en 2004, ce sont 4 560 postes qui avaient été supprimés et en 2003, c'était 1 090 seulement. Mais ce n'est pas parce que la promesse n'avait pas été tenue ces trois dernières années, qu'elle ne doit pas l'être à nouveau l'an prochain. Car à ce rythme là, il faudra attendre dix ans avant d'atteindre l'objectif d'un remplacement de 50%. Autrement dit, au moment où ce ne sera plus possible, car le gros des départs en retraite aura déjà eu lieu.

Car, si la réduction du nombre de fonctionnaires est une nécessité de tous les moments, on peut s'interroger sur sa faisabilité. Et il est sûr que la faisabilité est plus grande au moment où les fonctionnaires sont nombreux à partir en retraite : c'est plus facile de ne pas les remplacer que de licencier des fonctionnaires en activité. Il est donc dramatique pour notre économie et nos finances publiques de laisser passer cette occasion exceptionnelle.

Sans baisse des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires, on ne voit pas comment le gouvernement pourra baisser les impôts, compte tenu de l'ampleur des déficits actuels.

LES MANUELS SCOLAIRES N'AIMENT NI L'ENTREPRISE NI LA MONDIALISATION

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dénonçons la dérive étatiste et plus précisément marxiste des manuels scolaires d'économie, en particulier de ceux qui sont destinés à la section économique et sociale. Nous avons repris il y a peu, une enquête de l'IFRAP et, il y a quelques années, une étude faite par deux économistes aixois et parue dans Le Figaro Magazine.

Plus récemment, plusieurs chefs d'entreprises ont dénoncé la dérive de ces manuels et en particulier la mauvaise image de l'entreprise. C'est le cas de Bertrand COLLOMB, PDG de Lafarge et Président de l'association française des entreprises privées. : « Il faut absolument faire en sorte que l'Education améliore la capacité à comprendre la réalité. C'est vrai de la réalité économique et de l'entreprise, qui est un élément important de cette réalité ». M.M. SELLIERE ou BEBEAR se sont exprimés dans le même sens.

Le débat a pris tant d'ampleur que Le Monde lui-même ne peut plus dissimuler le malaise qui en résulte et présente, à sa façon (pas toujours objective), les parties en présence.

Quelle est, selon Le Monde, l'analyse des chefs d'entreprises ? Ils « n'ont eu de cesse de dénoncer l'idéologie véhiculée, selon eux, par des professeurs inspirés par Attac ou les altermondialistes et coupables à leurs yeux de rendre exclusivement compte des pathologies de l'entreprise et des marchés (grèves, plans sociaux, dépôts de bilan, financiarisation de l'économie) ».

« De longue date, ils ont tiré à boulets rouges contre les manuels scolaires qu'ils jugent acquis aux théories keynésiennes des années 1970 : le plein-emploi résulterait des dépenses publiques. Une simple lecture de la production éditoriale destinée aux élèves ES prouve que le gauchissement y est réel : on n'y lit quasiment rien sur l'Ecole de Chicago qui a inspiré les thèses libérales longtemps en vogue » (C'est Le Monde qui le dit !).

Le Monde donne ensuite la parole à l'autre camp : « Que reprochent les enseignants aux entrepreneurs ? ». « Certains enseignants ne supportent pas d'être conviés à jouer les agents de relations publiques des chefs d'entreprises. Ils ne veulent pas réduire l'entreprise au discours de son chef. Ces enseignants veulent aussi préserver un enseignement distancé qui traite du patron comme du syndicaliste, de l'offre comme de la demande, de MARX comme de RICARDO (sic !) ». Sans commentaires.

Le problème, c'est que dans un autre article de la même enquête, Le Monde est obligé de reconnaître la non objectivité des manuels : « Les manuels scolaires évoquent de façon critique la mondialisation. Les conséquences négatives du phénomène sont davantage soulignées que la croissance rapide de pays comme l'Inde et la Chine ». Chez MAGNARD, le chapitre sur la mondialisation s'ouvre sur une citation de Pierre BOURDIEU ! Chez BREAL, on commence par une longue citation de Joseph STIGLITZ. Chez HATIER, on présente deux photographies, l'une de manifestation contre les délocalisations, l'autre d'une affiche de l'organisation internationale du travail indiquant que « la liberté syndicale est essentielle au développement durable ».

« C'est donc un ton généralement critique que les manuels scolaires adoptent pour évoquer la mondialisation (...) Dans la balance, les effets pervers du phénomène pèsent nettement plus lourd que les avantages, comme la croissance très rapide de la Chine et de l'Inde, grâce au commerce mondial, passée sous silence dans presque tous les ouvrages ». Bref, pour NATHAN, « le développement du commerce mondial a surtout profité aux régions les plus riches, Amérique du Nord et Europe occidentale ». De plus « la mondialisation implique une marchandisation du monde qui constitue un vrai danger culturel : celui de la standardisation, de l'homogénéisation, qui sont dans la logique de l'économie de marché ».

Chez MAGNARD, on souligne que des « millions d'individus résistent et s'opposent violemment à un ordre du monde qu'ils jugent injuste et destructeur. Ce rejet se nourrit de la pauvreté, des inégalités, de l'incompréhension et des dégâts écologiques souvent imputés à la mondialisation économique ». Pour NATHAN, « le modèle de développement libéral semble avoir échoué ». Bref, conclusion du Monde (sûrement ravi) : « A l'évidence, le cœur des auteurs des manuels économiques penche plus du côté des adversaires de la mondialisation que du côté de ses défenseurs ». C'est le moins qu'on puisse dire. Les parents sont-ils avertis ou indifférents ? Quel avenir prépare t-on à ces jeunes qui, de gré ou de force, suivront la mondialisation ?

QUELLE REFORME FILLON ?

Une nouvelle fois, le gouvernement a reculé et la réforme FILLON du baccalauréat attendra deux mois de plus. Cela n'empêche pas les lycéens de poursuivre les manifestations.

Ils manifestent contre quoi ? D'abord contre l'introduction d'une part de contrôle continu dans le bac (20% environ). Mais c'était plutôt la gauche qui réclamait jusqu'à présent cette mesure, d'ailleurs soutenue par la principale association de lycéens (l'UNL). Ensuite, ils veulent que le bac conserve un caractère national : le ministre les a rassurés. Il n'a sans doute pas lu BASTIAT et son « baccalauréat et socialisme ». Ils protestent enfin contre la suppression des TPE (travaux personnels encadrés), dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas contribué à ce jour au relèvement du niveau des études. Car faire du travail pluridisciplinaire, c'est bien, mais encore faut-il déjà maîtriser les disciplines. Mais on est vraiment dans l'accessoire.

D'autres motifs de mécontentement sont purement imaginaires, comme la sélection dès le début du collège. Or le collège unique est maintenu, avec toutes ses faiblesses. Et surtout les lycéens protestent contre la « marchandisation » de l'école, dont, hélas, rien ne figure dans le projet FILLON : ni privatisation, ni concurrence, ni sélection, ni libre choix de l'école (pas question de mettre fin à la sectorisation). Ce ne sont pas les lycéens de gauche qui devraient être dans la rue, mais les libéraux.

Pour le reste, que dire ? Jack LANG demande « le retrait du projet ». Mais quel projet ? Le texte prévoit par exemple toujours que 80% d'une classe d'âge arrive au niveau du bac, ce qui ne change rien aux politiques socialistes antérieures. M. LANG devrait se réjouir. Tout au plus le Parlement a-t-il renvoyé ce point dans un rapport annexé, pour ne pas encourir les foudres du Conseil constitutionnel, qui trouve nos lois trop bavardes et comportant trop de mesures réglementaires et non législatives.

Peut-on prendre pour une révolution le fait qu'un professeur absent soit remplacé, volontairement, par un professeur de la même discipline ? Et le Parlement croit-il avoir fait avancer les choses en rebaptisant le contrat individuel de réussite éducative (CIRE) (dispositif de soutien aux élèves en difficultés -trois heures par semaine) par le PPRS (programme personnalisé de réussite scolaire).

Peut-on sérieusement qualifier d'ultra libérale et de marchande une pseudo réforme qui coûtera deux milliards d'euros, pour rien, strictement rien, ce qui fait cher du néant. Cela n'empêche pas les syndicats de mettre l'accent dans leurs manifestations sur la faiblesse des moyens. Quant au socle commun de connaissances, il est tout au plus une illusion, quand on connaît la réalité et la diversité du terrain. Et passons sur la présence dans ce socle d'une « culture humaniste », formule aussi étrange que suspecte. Les écoles privées pourront-elles conserver leur caractère propre si elles doivent en passer par cette « culture humaniste » ?

Enfin, mais non le moindre, François FILLON se défend face aux critiques de gauche en affirmant : « Je n'ai en rien le sentiment que ce projet de loi diffère dans l'esprit juridique de la loi (socialiste) de 1989 ». Voilà qui devrait achever de rassurer les libéraux.

AU SOMMAIRE DU N°825 :

EDITORIAL : Ces lycéens qui font tomber les ministères pp. 1-2

CONJONCTURE : La gouvernance à l'oeuvre pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Danemark : la gauche à nouveau battue, pourquoi ? p. 4-5
– Bush s'attaque au déficit budgétaire p. 5 – Fonctionnaires : 60 000 recrutements en 2006 p. 6 - Les manuels scolaires n'aiment ni l'entreprise ni la mondialisation p. 6-7 - Quelle réforme Fillon ? p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org